

**Constitution et gestion d'un stock de produits mobilisables, acquisition  
et livraison de médicaments curares :**

**atracurium et cisatracurium**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES  
(C.C.A.P.)**

**commun aux 2 lots**

Marché public n°2025-42

## SOMMAIRE

PREAMBULE .....	3
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ ET DECOMPOSITION DES LOTS .....	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	3
ARTICLE 3 – FORME DU MARCHÉ ET PROCEDURE DE PASSATION .....	5
ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHÉ .....	5
ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	6
ARTICLE 6 – MODALITES DE VERIFICATION ET RECEPTION DES PRESTATIONS .....	10
ARTICLE 7 – PENALITES DE RETARD .....	13
ARTICLE 8 – CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DES PRIX .....	14
ARTICLE 9 – REVISION DES PRIX .....	15
ARTICLE 10 – MODALITES DE REGLEMENT ET DE PAIEMENT .....	15
ARTICLE 11 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE .....	17
ARTICLE 12 – NANTISSEMENT – CESSIION DE CREANCES .....	18
ARTICLE 13 – PERSONNEL DU TITULAIRE .....	18
ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE .....	19
ARTICLE 15 – SECURITE ET PROTECTION DES DONNEES .....	20
ARTICLE 16 – DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE .....	21
ARTICLE 17 – SOUS-TRAITANCE .....	21
ARTICLE 18 - ASSURANCES .....	22
ARTICLE 19 - CLAUSE DE REEXAMEN .....	22
ARTICLE 20 – RESILIATION .....	23
ARTICLE 21 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE .....	24
ARTICLE 22 - LITIGES ET ATTRIBUTION DE LA JURIDICTION .....	24
ARTICLE 23 - DEROGATION .....	25

## PREAMBULE

**Nom et adresse officiels du pouvoir adjudicateur :  
Santé publique France, l'agence nationale de santé publique**

12 rue du Val d'Osne

TSA 50459

94415 Saint Maurice Cedex

Tel : 01 41 79 67 00

SIRET : 130 022 338 00011

Etablissement public national à caractère administratif, créé par l'ordonnance n° 2016-462 du 14 avril 2016 et le décret n°2016-523 du 27 avril 2016.

## ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ ET DECOMPOSITION DES LOTS

Le présent marché a pour objet :

- la constitution et la gestion d'un stock de réserve de médicaments curares (atracurium et cisatracurium),
- l'acquisition et la livraison de ces mêmes médicaments à partir du stock de réserve en fonction des besoins,
- l'acquisition et la livraison de ces mêmes médicaments, à partir d'une commande spécifique dédiée et planifiée, indépendante du stock de réserve.

Le marché est décomposé en deux lots décrits ci-dessous :

**Lot 1** : Constitution et gestion d'un stock mobilisable, acquisition et livraison d'Atracurium  $\geq$  50 mg par UCD solution injectable

**Lot 2** : Constitution et gestion d'un stock mobilisable, acquisition et livraison de Cisatracurium 150 mg par UCD solution injectable.

Chaque lot comprend deux phases, décrites au C.C.T.P., qui peuvent être concomitantes :

**Phase 1** : la constitution d'un stock de réserve

**Phase 2** : acquisition et livraison.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) commun aux 2 lots.

Les médicaments objet des deux lots ci-dessus sont désignés ci-après par « les produits ».

## ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels régissant le marché sont dans l'ordre de priorité décroissant :

1- L'acte d'engagement (ATTRI 1) pour chacun des deux lots, signé par le pouvoir adjudicateur et le titulaire et ses annexes :

Constitution et gestion d'un stock de produits mobilisables, acquisition et livraison de médicaments curares : atracurium et cisatracurium	Marché public n°2025-42 Version définitive approuvée le 21/10/2025	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 3 sur 25

Annexe n°1 : Bordereau des Prix Unitaires  
Annexe n°2 : Délais de constitution et reconstitution du stock de réserve  
Annexe n°3 : Déclaration d'engagement de respect de confidentialité  
Annexe n°4 : Attestation sur l'honneur

2- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun aux 2 lots dont l'exemplaire conservé dans les archives de Santé publique France fait seule foi.

3- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun aux 2 lots dont l'exemplaire conservé dans les archives de Santé publique France fait seule foi et ses annexes :

- Annexe n°1 : Fiche article médicament ;
- Annexe n°2 : Fiche de renseignements fournisseur ;
- Annexe n°3 : Cadre de réponse ;
- Annexe n°4 : Fiche de fabrication/Approvisionnement ;
- Annexe n°5 : Modèle de reporting.

4- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G.-F.C.S.) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

5- L'offre technique du titulaire.

6- Les Bonnes Pratiques de Fabrication, conformément aux dispositions de la Directive 2003/94/CE de la Commission, du 8 octobre 2003, établissant les principes et lignes directrices de bonnes pratiques de fabrication concernant les médicaments à usage humain et les médicaments expérimentaux à usage humain.

7- Les Bonnes Pratiques de Distribution en Gros des médicaments prévues à l'article L.5121-5 du Code de la santé publique français.

8- Les bons de commande qui seront émis et notifiés au titulaire ultérieurement par Santé publique France, au fur et à mesure de ses besoins.

Le présent marché, constitué des documents contractuels énumérés ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties. Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

En cas de litige, seuls les originaux conservés par Santé publique France font foi.

Les éventuelles dérogations au C.C.A.G. sont listées au présent C.C.A.P. A défaut, les dispositions du C.C.A.G.-F.C.S. s'appliquent.

Les dispositions du présent marché prévalent sur toutes celles qui figurent sur les documents de réponse, lettres et autres documents échangés par Santé publique France et le titulaire préalablement et postérieurement à la signature du marché.

Toutes clauses formulées dans l'offre technique du titulaire contraires aux dispositions du marché ne sont pas opposables à Santé publique France. Aucune disposition spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer au présent marché sans accord préalable et exprès de Santé publique France.

Constitution et gestion d'un stock de produits mobilisables, acquisition et livraison de médicaments curares : atracurium et cisatracurium	Marché public n°2025-42 Version définitive approuvée le 21/10/2025	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 4 sur 25

### ARTICLE 3 – FORME DU MARCHÉ ET PROCÉDURE DE PASSATION

Le marché prend la forme d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande conformément aux articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique. Les bons de commande sont émis au fur et à mesure de la survenue des besoins.

Chaque lot donne lieu à l'établissement d'un accord-cadre à bons de commande conclu avec des engagement sur les quantités maximales commandées en application de l'article R2162-4-2° du Code de la commande publique sur chaque année d'exécution par lot, de la manière suivante :

Lots	Quantité maximum annuelle
Lot 1 – phase 1	1 500 patients
Lot 1 – phase 2	2 000 patients (dont 500 hors stock de réserve)
Lot 2 – phase 1	2 500 patients
Lot 2 – phase 2	3 000 patients (dont 500 hors stock de réserve)

Il convient toutefois de préciser que le montant maximal susceptible d'être commandé n'est ni une estimation, ni une information sur la consommation réelle du marché. Ce montant n'est qu'un seuil au bout duquel il ne sera plus possible de passer de commandes, que l'accord-cadre soit ou non arrivé à son échéance, conformément à la jurisprudence CJUE, 17 juin 2021, Simonsen & Weel A/S c/ Region Nordjylland og Region Sddanmark, Aff. C23-20.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, il appartient librement à Santé publique France de commander jusqu'aux quantités maximales.

Ces quantités constituent les engagements contractuels maximum du titulaire de chaque lot. Le suivi des quantités maximums s'effectue par le titulaire et par Santé publique France. L'ajustement de ces quantités peut donner lieu à la signature d'un avenant conformément aux dispositions de la clause de réexamen du présent C.C.A.P.

Il s'agit d'un marché de fournitures passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert conformément aux articles R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

### ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une durée de vingt-quatre (24) mois, à compter de sa notification au(x) titulaire(s) avec reconduction tacite de 24 mois supplémentaire.

Le titulaire du marché ne peut pas refuser la reconduction. La reconduction a pour objet de permettre la poursuite de l'exécution du marché dans les mêmes conditions que celles mises en œuvre lors de la période initiale. L'information de la non-reconduction se fera au moins 4 (quatre) mois avant l'anniversaire de la date d'effet du marché ou la date de notification du marché si celle-ci est postérieure.

La décision de non-reconduction peut être notifiée par tout moyen, y compris électronique, permettant de lui donner une date certaine. L'absence de reconduction du marché ne donne pas lieu à versement d'indemnité au profit du titulaire.

Constitution et gestion d'un stock de produits mobilisables, acquisition et livraison de médicaments curares : atracurium et cisatracurium	Marché public n°2025-42 Version définitive approuvée le 21/10/2025	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 5 sur 25

## ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

La réalisation des prestations s'effectue selon les conditions détaillées dans le Cahier des clauses techniques particulières commun aux deux lots du présent marché.

### 5.1 – Phase 1 – constitution d'un stock de réserve

Les prestations correspondent à la constitution d'une réserve de stock mobilisable de médicaments (stockage, gestion, rotation du stock et reporting). Le titulaire s'engage à disposer d'un stock mobilisable à tout moment par Santé publique France selon les conditions définies dans le C.C.T.P. Le titulaire doit être en mesure de mettre en place au démarrage du marché puis de maintenir un stock à hauteur des quantités maximales pour chaque lot.

Le titulaire garantit la disponibilité de tout ou partie de ce stock pour Santé publique France et assure son maintien en condition opérationnelle.  
Ce stock est sous la responsabilité du titulaire.

### 5.2 – Phase 2 - acquisition et livraison

Santé publique France peut émettre pendant toute la durée du marché des commandes pour chaque lot d'unités de médicaments mobilisés sur le stock de réserve constitué par le titulaire et dédié à Santé publique France ou en complément du stock de réserve jusqu'au maximum annuel de chaque lot.  
Les commandes sont exécutées par demandes successives émanant de Santé publique France. Les prestations sont réalisées par le titulaire conformément aux bons de commande.

### 5.3 - Etablissement des bons de commande

Les bons de commande sont émis par Santé publique France en tant que de besoin, sur la base des prix unitaires figurant dans le bordereau de prix unitaire annexé à l'acte d'engagement.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour d'exécution du marché toutefois la durée maximale d'exécution ne pourra pas excéder de plus de trois mois le terme du marché.

Les quantités commandées, les délais, les modalités et lieux de livraison sont indiqués dans les annexes accompagnant le bon de commande et établies préalablement par Santé publique France.

Le bon de commande est accompagné de ses annexes établies par Santé publique France et comporte les informations suivantes :

- le numéro et la date de la commande,
- la quantité à livrer,
- la désignation de la fourniture,
- le numéro de référence du produit (UCD/CIP ou autre permettant l'identification du produit),
- les quantités à livrer,
- la date de livraison souhaitée,
- les adresses et lieux de livraison,
- le coût total en HT et TTC, conformément au bordereau de prix unitaires de l'acte d'engagement du présent marché.

Chaque bon de commande est validé par le pouvoir adjudicateur et son annexe signée par le représentant pharmaceutique. Le bon de commande est adressé au titulaire par courrier électronique. Le titulaire en accuse réception. Les commandes comportent obligatoirement un n° de bon de commande à rappeler sur la facture afférente, ainsi que l'objet détaillé de la commande. Le premier bon de commande ne peut donner lieu à exécution avant la notification du marché. Des bons de commande peuvent être émis par Santé publique France jusqu'à l'échéance du marché.

Constitution et gestion d'un stock de produits mobilisables, acquisition et livraison de médicaments curares : atracurium et cisatracurium	Marché public n°2025-42 Version définitive approuvée le 21/10/2025	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 6 sur 25

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les bons de commandes sont adressés au seul mandataire du groupement, quelle que soit la forme de ce dernier. Le mandataire du groupement a, seul, compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

Le bon de commande peut être modifié à tout moment par Santé publique France en cours de son exécution. Dans cette hypothèse, Santé publique France adresse un bon de commande rectificatif au titulaire qui doit formellement notifier sa bonne réception pour que ce dernier devienne exécutoire. Ce bon de commande rectificatif peut avoir un impact sur le prix initial de la commande et sur les délais de mise à disposition des produits.

Le bon de commande peut également être modifié en réponse à une demande du titulaire, acceptée par Santé publique France.

Si le bon de commande rectificatif a pour objet et effet de diminuer le montant de la commande, le titulaire n'a droit à aucune indemnité (en ce compris au titre d'un quelconque manque à gagner ou pertes subies).

Si le bon de commande rectificatif a pour objet et effet d'augmenter le montant de la commande, le titulaire a droit au paiement des fournitures complémentaires commandées (sous réserve qu'elles soient admises dans les conditions prévues par le présent C.C.A.P.).

En conséquence, toutes modifications relatives aux quantités, dates ou aux délais de livraison des produits ne peuvent intervenir qu'avec l'accord express de Santé publique France notifié au titulaire avant la date initialement prévue pour la réalisation de la commande. Le non-respect par le titulaire de ces délais modifiés est susceptible d'entraîner l'application des pénalités de retard prévues au présent C.C.A.P.

L'arrêt de l'exécution d'une partie ou de la totalité d'un bon de commande peut être décidé par Santé publique France et notifié au titulaire par écrit dans les conditions suivantes :

- Le bon de commande peut être annulé totalement ou partiellement sans frais pour Santé publique France sous réserve que cette décision soit adressée au titulaire dans un délai de 10 jours ouvrés au plus tard à compter de l'émission dudit bon de commande. En pareille hypothèse, l'annulation du bon de commande n'ouvre droit à aucune indemnisation au bénéfice du titulaire, ni au titre des pertes éventuellement subies, ni au titre d'un quelconque manque à gagner.

- Si l'annulation, totale ou partielle, d'un bon de commande par Santé publique France est adressée au titulaire au-delà de 10 jours ouvrés à compter de l'émission de ce bon de commande, et en l'absence de faute du titulaire ou de litige qui lui serait imputable, Santé publique France supporte les frais, dûment justifiés, engagés par le titulaire du fait du commencement d'exécution du bon de commande jusqu'à la décision d'annulation.

En cas d'annulation d'un bon de commande pour faute du titulaire, la décision d'annulation prend immédiatement effet et le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité, à quelque titre que ce soit du fait de l'interruption du bon de commande.

#### **5.4 Conditions générales d'exécution des livraisons**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Les livraisons de produits commandés ne peuvent intervenir qu'après notification par Santé publique France des bons de commande et de leurs annexes indiquant la répartition des produits vers les plateformes pharmaceutiques désignées par Santé publique France et les modalités de livraison.

Le titulaire s'engage à livrer des produits issus du stock de réserve dont la durée de vie restante est au minimum de 12 mois à la date de réception sur le ou les lieu(x) de livraison par rapport à la durée de validité indiquée dans le RCP.

Constitution et gestion d'un stock de produits mobilisables, acquisition et livraison de médicaments curares : atracurium et cisatracurium	Marché public n°2025-42 Version définitive approuvée le 21/10/2025	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 7 sur 25

Le titulaire s'engage à livrer en dehors des produits du stock de réserve des produits dont la durée de validité est égale ou supérieure aux 2/3 de la validité totale indiquée dans le RCP à la date de réception sur le ou les lieu(x) de livraison.

Le titulaire du marché est responsable du transport et de la livraison des produits selon les conditions et les normes applicables au transport de médicaments et selon ses propres circuits de distribution. Il en assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination indiqué par Santé publique France.

Le stockage, l'emballage et le transport des produits sont effectués dans les conditions définies au C.C.T.P.

Le titulaire demeure responsable des avaries survenant au cours des opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage et de déchargement qui pourraient être commises lors des opérations de livraison. Il est également responsable du transporteur qu'il aura choisi et de toutes les avaries de livraison qui surviendraient du propre fait de ce dernier.

Le transfert des risques aura lieu à la livraison des produits et après les premières opérations de vérification. En revanche, la propriété des produits demeurera celle du titulaire jusqu'à ce que Santé publique France ait validé le service fait, après admission par le pharmacien responsable de l'Etablissement Pharmaceutiques de Distribution et/ou le pharmacien responsable de Santé publique France lorsque le site de livraison est un établissement pharmaceutique de Santé publique France concerné dans les conditions prévues à l'article 6.3 du présent C.C.A.P.

Le titulaire est tenu de la garantie légale des vices cachés et est responsable au titre de la réglementation relative aux produits défectueux. Il est également contractuellement tenu des obligations de conformité qui lui incombent au titre des réglementations applicables aux médicaments. Il s'engage à prendre en charge les défauts de conception, de matériau ou de fabrication des produits tels qu'ils sont livrés et conditionnés, les défauts éventuels portant sur l'état des produits et leur éventuelle non-conformité contractuelle, pour lesquels il est tenu à une obligation de résultat. En revanche, le titulaire n'est pas responsable en cas de mésusage des produits ni des défauts causés par un accident ou par des circonstances imputables à Santé publique France, à charge pour lui d'en apporter la preuve.

## **5.5 Lieux et délais de livraison**

Les produits sont livrés sur les plateformes de stockage et de distribution de Santé publique France situées en France hexagonale.

A la demande de Santé publique France, les produits peuvent également être livrés à des pharmacies à usage intérieur d'établissements de santé sur l'hexagone et en Outre-mer (frais de livraison sur devis pour la Corse et l'Outre-Mer).

Le déchargement de la marchandise sera effectué par le transporteur.

Pour les commandes effectuées par la mobilisation du stock de réserve, les délais de livraison commencent à courir à compter de la date d'envoi par mail de chaque bon de commande. Les bons de commandes émis par Santé publique France précisent les lieux et le calendrier de livraison des produits arrêtés de manière conjointe avec le titulaire dans le respect du C.C.T.P.

Les délais de livraison conditionnent la réception des produits. En conséquence, toutes modifications relatives aux dates ou aux délais ne peuvent intervenir qu'avec l'accord express de Santé publique France notifié au titulaire avant la date initialement prévue pour la livraison des produits.

Le non-respect des délais indiqués dans le bon de commande et ses annexes valant ordre de distribution entraîne l'application d'une pénalité de retard telle que définie à l'article « Pénalités pour retard » du présent C.C.A.P.

Constitution et gestion d'un stock de produits mobilisables, acquisition et livraison de médicaments curares : atracurium et cisatracurium	Marché public n°2025-42 Version définitive approuvée le 21/10/2025	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 8 sur 25



## **5.6 Délai de constitution et de reconstitution du stock de réserve et de mobilisation des produits**

Le titulaire, pour chacun des lots, fourni à Santé publique France dans son offre le délai de constitution du stock de réserve mobilisable selon les quantités définies. Ce délai de constitution du stock ne peut dépasser une durée maximum de 6 mois à compter de la notification du marché.

Dès lors que le stock est constitué (voire en cours de constitution), le délai de mobilisation des produits issus de ce stock est de 48 H à compter de la demande de Santé publique France adressée par mail. Le délai de livraison, pour l'ensemble du stock constitué, est au maximum de 15 jours calendaires et commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande (CBDC).

A l'issue d'une mobilisation de tout ou partie du stock de réserve, le titulaire s'engage à reconstituer le stock à hauteur des quantités définies pour chacun des lots et dans les délais indiqués dans son offre.

Dans le cas où Santé publique France souhaiterait acquérir un stock supplémentaire sans affecter les quantités détenues dans le stock de réserve et dans la limite du maximum prévu au marché chaque année, les délais de mise à disposition de ce stock entre la commande et sa réception sur le(s) site(s) désignés par Santé publique France ne peut pas excéder 6 mois.

## **5.7 Délai pour l'acquisition et la livraison de produits en dehors du stock de réserve**

Le délai ne peut excéder six mois à compter de la réception de la commande émise par Santé publique France et la livraison des produits aux sites désignés par Santé publique France.

## **5.8 Prolongation du délai d'exécution**

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par Santé publique France au titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il en est notamment ainsi, si la cause qui met le titulaire dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait de Santé publique France. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour pouvoir bénéficier de ces dispositions, le titulaire doit signaler, sans délai au pouvoir adjudicateur ou à une autre personne désignée à cet effet dans le marché, les causes faisant obstacle à l'exécution du marché à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution de la commande concernée. Il indique la durée de la prolongation demandée dès que le retard peut être déterminé avec précision.

Santé publique France notifie par écrit au titulaire sa décision par retour, à compter de la réception de la demande.

Aucune demande de prolongation du délai de réalisation ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel.

## **5.9 Clause de reprise**

En cas de retour pour défaut de conformité du produit, à son étiquetage, à son adressage, à un événement lié à la pharmacovigilance, au non-respect du délai de péremption minimum, à un retrait de lot ou tout autre événement lié exclusivement aux produits, l'ensemble des frais de retour des produits concernés, l'enlèvement, le transport, les droits et taxes sont à la charge exclusive du titulaire du marché public.

Si la reprise de stock pour défaut de conformité du produit nécessite la livraison d'un nouveau stock, cette opération est à la charge totale du titulaire du marché public.

Constitution et gestion d'un stock de produits mobilisables, acquisition et livraison de médicaments curares : atracurium et cisatracurium	Marché public n°2025-42 Version définitive approuvée le 21/10/2025	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 9 sur 25

Le pharmacien responsable de santé publique France se réserve le droit de refuser la livraison des produits si ces derniers ont subi une ou plusieurs excursions de température avant ou pendant la livraison ne tolérant plus une nouvelle excursion de température après le transfert de propriété à Santé publique France. Dans ce cadre, le titulaire est dans l'obligation de remplacer les produits livrés dans un délai raisonnable, le plus proche de celui prévu dans le calendrier de livraison initial de la commande concernée.

## ARTICLE 6 – MODALITES DE VERIFICATION ET RECEPTION DES PRESTATIONS

### 6.1 Responsable administratif et technique pour Santé publique France

La personne désignée comme responsable administratif est **la Directrice générale de Santé publique France ou son représentant**.

La personne désignée comme responsable technique par Santé publique France est **le Dr Christine Debeuret, pharmacien responsable**.

### 6.2 Responsable technique pour le titulaire

Le titulaire doit désigner un responsable technique habilité à le représenter auprès de Santé publique France pour toute question relative à l'exécution du marché.

Le titulaire mentionne dans son offre le nom, les coordonnées professionnelles et les références de la personne chargée de conduire et de diriger l'exécution de l'ensemble des opérations.

En cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable technique en cours de marché, le titulaire en avise immédiatement Santé publique France et lui indique le nom, les coordonnées et références professionnelles du nouveau référent.

### 6.3 Conditions de vérification et d'admission des prestations

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées conformément aux dispositions du marché.

La vérification porte notamment sur les points suivants :

- le respect des délais,
- les quantités et la qualité des produits livrés.

Lorsque la quantité n'est pas conforme à la commande, le pharmacien responsable de Santé publique France met en demeure le titulaire du marché :

- soit de reprendre immédiatement l'excédent si la quantité livrée dépasse la commande ;
- soit de compléter la livraison dans les délais les plus brefs à concurrence de la quantité totale prévue à la commande.

Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de contrôler la conformité des produits avec les spécifications du marché, à défaut l'échange sera exigé.

Les fournitures sont garanties contre tout vice de fabrication, défaut de matière ou défaut de fonctionnement pendant le délai d'utilisation indiqué sur les emballages d'origine à compter du jour de leur livraison.

Toutefois, par dérogation à l'article 28.1 du C.C.A.G.-F.C.S., une personne habilitée peut se substituer à Santé publique France pour la réalisation de certaines des opérations de vérification, mais sans pouvoir notifier sur le champ la décision au titulaire sans en référer préalablement à Santé publique France. Les opérations de vérification seront effectuées dès réception des produits sur les lieux de stockage définis par Santé publique France.

Constitution et gestion d'un stock de produits mobilisables, acquisition et livraison de médicaments curares : atracurium et cisatracurium	Marché public n°2025-42 Version définitive approuvée le 21/10/2025	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 10 sur 25

Les contrôles de qualité et de quantité sont réalisés sous la responsabilité du pharmacien responsable de chaque Etablissement Pharmaceutique de Distribution et/ou sous la responsabilité du pharmacien responsable du centre hospitalier auquel le titulaire aura reçu le cas échéant l'ordre de livrer les produits, identifié dans le bon de commande et ses annexes valant ordre de livraison, qui prononce l'admission totale, partielle, la réfaction ou le rejet.

Ces contrôles sont notamment formalisés par un procès-verbal de réception daté et signé par la personne dûment habilitée par l'Etablissement Pharmaceutique dépositaire en charge de la réception des produits ou de la PUI. Les décisions prises à l'issue des opérations de vérification de contrôle se font sur la base des documents de réception qui doivent mentionner le cas échéant toutes non-conformité ou déviation détectée pendant les opérations de vérification et de contrôle.

L'établissement pharmaceutique dépositaire transmet les PV de réception des produits accompagnés des bons de livraison et autres documents transmis par le titulaire le cas échéant, au responsable technique de Santé Publique France qui effectue les vérifications (habilitation du pharmacien responsable du titulaire, conformité du bon de livraison avec l'ordre de livraison). La facture est adressée par le titulaire à Santé publique France dans Chorus pro conformément à l'article 10.3 du présent marché.

Toute livraison non conforme observée en présence du transporteur ou *a posteriori* est refusée et doit être remplacée dans les plus brefs délais par le titulaire, à ses frais sur demande écrite de Santé publique France. Dans le cas où il aurait été constaté après la livraison que les produits n'auraient pas été décommissionnés, il revient au titulaire de réaliser les opérations de décommissionnement dans les plus brefs délais sans occasionner de surcoût pour Santé publique France lié par exemple au retour des produits.

Les frais de manutentions et de transport qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont susceptibles d'être portés à la charge du titulaire par Santé publique France.

L'admission définitive des prestations sera prononcée par les personnes désignées à l'article 6.1 du présent C.C.A.P. pour le compte du pouvoir adjudicateur, sur proposition du responsable technique.

- **Admission**

L'admission est prononcée, dans les conditions ci-dessus, par le représentant de Santé publique France. A chaque livraison des produits sur le lieu final de stockage, Santé publique France dresse un procès-verbal de vérification.

La réception de ce document sert de pièce justificative à la décision d'admission, attestant de la bonne exécution du marché par le titulaire.

L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou, en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours ouvrés à dater de la mise à disposition des produits. Les décisions d'admission avec ou sans réfaction sont prises sous réserve des vices cachés.

- **Ajournement**

Si le représentant de Santé publique France estime que des produits pourraient être admis moyennant certaines mises au point, il en prononce l'ajournement en invitant le titulaire à les présenter de nouveau dans un délai déterminé après avoir effectué ces mises au point.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours ouvrés. En cas de silence du titulaire pendant ce délai ou en cas de refus, Santé publique France peut admettre les fournitures avec réfaction ou les rejeter.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations après leur mise au point, Santé publique France dispose d'un délai de quinze jours ouvrés pour procéder à de nouvelles vérifications et prononcer sa décision.

Constitution et gestion d'un stock de produits mobilisables, acquisition et livraison de médicaments curares : atracurium et cisatracurium	Marché public n°2025-42 Version définitive approuvée le 21/10/2025	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 11 sur 25

- **Réfaction et rejet**

Si le représentant de Santé publique France estime que des produits ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'ils présentent des possibilités d'admission en l'état, il peut prononcer une réfaction qui consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Si le représentant de Santé publique France estime que des produits ne peuvent être admis en l'état, même avec réfaction, il en prononce le rejet. Les décisions de réfaction ou de rejet sont motivées par Santé publique France et le titulaire est invité à transmettre ses observations.

Par ailleurs, toute livraison de produits non conforme observée en présence du transporteur lors des opérations de réception ou a posteriori sera refusée et devra être remplacée, pour une quantité équivalente des produits rejetés, dans les plus brefs délais par le titulaire, à ses frais. Cette demande sera faite par Santé publique France par écrit. En cas d'impossibilité de remplacement des produits justifiée et acceptée par Santé publique France, le titulaire remboursera Santé publique France du coût des produits endommagés. Aucune opération de destruction des produits non conformes ne sera prise en charge directement par Santé publique France. Le titulaire est dans l'obligation de reprendre les produits non conformes rejetés et de livrer à nouveau la quantité concernée.

#### **6.4 Suivi du marché**

D'une manière générale, il appartient au titulaire de se conformer à l'ensemble des obligations du marché et d'informer Santé publique France de toute difficulté qu'il pourrait percevoir, d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la bonne exécution du marché. En particulier, en cas de difficultés susceptibles d'entraîner un retard dans la livraison des produits ou d'abaisser la qualité des produits, le titulaire s'engage à informer immédiatement le pharmacien responsable de Santé publique France. La responsabilité du titulaire vis-à-vis de Santé publique France reste entière.

Par dérogation à l'article 3.7 du C.C.A.G.-F.C.S., lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de 8 jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Lorsque le titulaire ne peut honorer une commande de manière totale ou partielle et/ou lorsqu'il désire procéder à la modification de tout élément inscrit sur le bon de commande, il doit impérativement en informer au préalable et sans délai, Santé publique France.

Cette information préalable se réalise, via les coordonnées inscrites sur les bons de commandes :

- soit par téléphone, confirmée d'une communication écrite dans un second temps ;
- soit par courriel.

Le pharmacien responsable de Santé publique France prend alors une décision de livraison partielle des produits, de différer la livraison ou d'annulation de la commande.

Toute anomalie observée dans la prestation ou par le réceptionnaire ou par un autre utilisateur du produit donnera lieu à l'émission d'une fiche de déviation ou d'une lettre éditée par Santé publique France et obligatoirement communiquée au titulaire.

Le titulaire est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinze jours ouvrés maximum, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la déviation ne se renouvelle plus lorsque cette dernière lui est imputable. La réponse doit être adressée à Santé publique France.

Au regard du dysfonctionnement lié à la déviation observée, de non-réponse aux fiches de déviation ou de non amélioration de l'exécution du marché, une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter ses observations éventuelles à la mise en demeure dans un délai de dix jours ouvrés maximum.

Constitution et gestion d'un stock de produits mobilisables, acquisition et livraison de médicaments curares : atracurium et cisatracurium	Marché public n°2025-42 Version définitive approuvée le 21/10/2025	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 12 sur 25

Si le plan d'action ou toute autre mesure envisagée par le titulaire et acceptée par Santé publique France pour faire cesser les dysfonctionnements ne permettent pas d'assurer l'exécution des dispositions contractuelles, Santé publique France peut résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à des dommages et intérêts.

Le titulaire envoie à Santé publique France tous les six (6) mois un tableau de suivi des commandes et livraisons sous format Excel qui récapitule notamment les lots, date de péremption, date de livraison, déviation ou non-conformité le cas échéant. Le titulaire envoie ce reporting aux adresses suivantes : [qualite@santepubliquefrance.fr](mailto:qualite@santepubliquefrance.fr) / [DACPoleEP@santepubliquefrance.fr](mailto:DACPoleEP@santepubliquefrance.fr).

Santé publique France se réserve la possibilité de demander un reporting de clôture qui peut être élaboré dans les 4 mois après la fin du marché pour tenir compte des délais de livraison et de facturation. Ce dernier fichier de reporting est adressé à Santé publique France après la date d'échéance du dernier bon de commande.

Le titulaire est tenu de mettre en place les moyens de contrôle adéquats et permanents lui permettant d'assurer la qualité des prestations qui lui sont confiées par Santé publique France, tant dans ses locaux que pendant le transport et l'acheminement des produits lors des livraisons auprès des destinataires.

Santé publique France se réserve le droit de procéder à des actions d'audit dans les locaux du titulaire pour s'assurer du respect des bonnes pratiques de stockage, de distribution et de la présence effective du stock de réserve mobilisable définis dans le présent marché, ceci même en l'absence d'incidents particuliers.

A l'issue des contrôles éventuels réalisés par Santé publique France le titulaire devra, à la demande de celui-ci, suivre les recommandations qui lui seront éventuellement formulées.

Dès qu'il a connaissance de l'éventualité d'une rupture d'approvisionnement, le titulaire alerte, dans les plus brefs délais et par écrit Santé publique France en lui indiquant :

- l'échéance à laquelle la rupture pourrait se produire,
- la cause de cette rupture,
- la durée prévisionnelle de cette rupture.

Ainsi, l'information donnée doit être la plus précoce possible afin d'informer de la date de retour à la normale. De plus, le titulaire doit alerter Santé publique France une fois la rupture d'approvisionnement terminée dans les meilleurs délais par écrit.

En cas d'évolutions réglementaires, le titulaire met tout en œuvre pour que les prestations soient exécutées dans le respect de la réglementation en vigueur. Il en informe Santé publique France.

## ARTICLE 7 – PENALITES DE RETARD

En cas de retard de mise à disposition des produits conformément au calendrier indiqué notamment dans chaque bon de commande, directement imputable au titulaire dans l'exécution du marché, des pénalités pourront être appliquées.

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G.-F.C.S., en cas de retard de livraison du fait du titulaire, les pénalités sont calculées au moyen de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{100}, \text{ dans laquelle :}$$

Constitution et gestion d'un stock de produits mobilisables, acquisition et livraison de médicaments curares : atracurium et cisatracurium	Marché public n°2025-42 Version définitive approuvée le 21/10/2025	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 13 sur 25

- P = le montant de la pénalité  
V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable  
R = le nombre de jours de retard

Les pénalités sont appliquées et recouvrées par Santé publique France par déduction sur le montant des factures adressées par le titulaire. Elles s'appliquent quand bien même les livraisons ou événements auxquels elles se rapportent auraient donné lieu à un paiement définitif.

Lorsqu'un bon de commande porte sur des livraisons distinctes, chacune des livraisons en retard donne lieu à l'application de pénalités distinctes.

Les pénalités de retard peuvent s'appliquer jusqu'à la date de livraison des produits que ce soit par le titulaire ou par un tiers dans le cadre de la mise en œuvre d'une exécution des prestations aux frais et risques du titulaire. Santé publique France peut renoncer à l'application des pénalités de retard compte tenu des conditions particulières d'exécution du marché. L'agence y renonce de façon systématique quand le retard est imputable à un cas de force majeure.

## ARTICLE 8 – CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DES PRIX

Les prix sont exprimés en euros HT et sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage et, pour la phase 2, au transport jusqu'aux lieux de livraison.

Les prix du marché sont des prix unitaires définis dans le BPU de chaque lot joint à l'acte d'engagement.

**Les prix de la phase 1** sont des prix forfaitaires qui correspondent à la constitution, la reconstitution après mobilisation, et à la gestion d'un stock mobilisable de produits selon les quantités maximum définies pour chacun des lots.

Ce coût mensuel comprend tous les frais inhérents notamment au stockage, à la gestion du stock, à son entretien en condition opérationnelle et sa rotation, au déstockage et au reporting mensuel des stocks détaillés selon la référence des produits.

**Les prix de la phase 2** correspondent à l'acquisition et la livraison des produits selon les quantités définies par Santé publique France, livraison incluse sur les plateformes dédiées de Santé publique France. Il s'agit de prix unitaires à l'UCD exprimés pour les produits dans le stock de réserve ou hors stock de réserve. Les prix qui s'appliquent pendant la durée du marché pour l'acquisition hors stock de réserve sont les prix remisés indiqués dans le BPU.

L'acquisition et la livraison des médicaments entraîne une facturation des quantités commandées sur la base des prix unitaires figurant dans le bordereau de prix.

Les prix comprennent l'intégralité des frais du titulaire. Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autre frappant obligatoirement les fournitures, les frais afférents au décommissionnement, au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison sur les plateformes dédiées de Santé publique France, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de livraison vers d'autres points que les plateformes de stockage définies par Santé publique France situées en France hexagonale font l'objet d'un devis en fonction du lieu de livraison défini par Santé publique France.

Constitution et gestion d'un stock de produits mobilisables, acquisition et livraison de médicaments curares : atracurium et cisatracurium	Marché public n°2025-42 Version définitive approuvée le 21/10/2025	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 14 sur 25

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des prestations, sauf disposition réglementaire contraire.

## ARTICLE 9 – REVISION DES PRIX

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois M0 correspondant au mois de remise de l'offre.

Dans le respect de l'équilibre de l'accord entre les parties, les prix peuvent être révisés annuellement sur demande du titulaire au regard de l'augmentation du coût des matières premières nécessaires ou de tout autre élément motivé comptablement pour justifier de l'augmentation. Cette demande de révision de prix du titulaire intervient au moins deux mois avant la date anniversaire de la notification du marché.

Les prix révisés ne varient plus pendant toute la période de douze mois jusqu'au premier jour suivant la date anniversaire de la notification du marché, date à laquelle une nouvelle révision de prix peut intervenir si cette dernière est demandée dans le respect des dispositions précédentes.

Chaque demande de révision de prix est faite par écrit par le titulaire et accompagnée des justificatifs nécessaires. Après vérification, Santé publique France notifie son accord au titulaire dans un délai maximum de 30 jours ouvrés. A défaut de réponse dans le délai imparti, la demande de révision des prix est tacitement rejetée.

En cas de rejet tacite, le titulaire peut adresser une nouvelle demande dans le respect des dispositions de cet article. En l'absence de demande de révision de prix avant la date anniversaire de la notification du marché, il est entendu que le titulaire ne souhaite pas procéder à une augmentation de ses prix.

Clause butoir : L'augmentation de prix ne pourra en aucun cas excéder 4 % par période de révision. Dans l'hypothèse où la demande de révision des prix serait supérieure à 4 %, il sera fait application de ce seuil pour le calcul des nouveaux prix.

## ARTICLE 10 – MODALITES DE REGLEMENT ET DE PAIEMENT

### 10.1 Avance forfaitaire

En application de l'article R2191-3 du code de la commande publique, une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le montant de l'avance est fixé à 10 % du montant du bon de commande supérieur à 50 000 € T.T.C. Si le délai d'exécution est prévu entre deux et douze mois. Si le délai d'exécution est supérieur à douze mois, le montant de l'avance est calculé par application du pourcentage de 20% à une somme égale à douze fois le montant du bon de commande toutes taxes comprises divisé par sa durée exprimée en mois.

Les conditions de remboursement sont celles prévues par l'article R2191-19 du code de la commande publique. Le titulaire indique dans l'acte d'engagement s'il entend renoncer au versement de l'avance.

### 10.2 Périodicité de facturation

- Les prestations de constitution ou reconstitution et de gestion du stock de réserve mobilisable** sont payées à terme échu après réception de la facture mensuelle accompagnée de l'état des stocks au dernier jour de chaque mois facturé (stock constitué mobilisable et mouvements du stock si acquisition), établi au 15 du mois et sur service fait.  
Lors de la constitution du stock, le règlement est effectué mensuellement lorsque la quantité de produits constitué (en mg ou UCD) définie par palier (cf. annexe financière) et sur présentation de l'état des stocks correspondant.

Constitution et gestion d'un stock de produits mobilisables, acquisition et livraison de médicaments curares : atracurium et cisatracurium	Marché public n°2025-42 Version définitive approuvée le 21/10/2025	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 15 sur 25

2. **Les commande pour l'acquisition et la livraison de produits** donnent lieu à un paiement après réception conformes des prestations réalisées et des factures associées pour chaque bon de commande émis.
3. **Les frais de livraison** éventuels relatifs à la livraison vers pharmacies à usage intérieur d'établissements de santé sur l'hexagone ou des plateformes prestataires de santé publique France en Outre-mer sont facturés sur la base du devis validé par Santé publique France. Le paiement est effectué sur présentation des justificatifs correspondants.

### **10.3 Modalités de paiement**

Le paiement des sommes dues au titre de l'exécution du marché s'effectue selon les règles applicables à la comptabilité publique, sur service fait.

Chaque livraison réceptionnée donne lieu à un règlement, après validation du service fait par Santé publique France, dans les conditions fixées à l'article 6.3 ci-dessus.

Pour chaque commande réceptionnée, le titulaire adresse à Santé publique France la facture correspondante.

Les montants facturés seront éventuellement réduits des montants dus par le titulaire au titre des réfections ou des pénalités prévues au présent marché.

Chaque facture est établie en un exemplaire original comportera notamment les éléments suivants :

1. nom et adresse du titulaire,
2. le cas échéant, numéro de son compte bancaire ou postal,
3. la date de la facture,
4. l'intitulé du marché, le numéro du bon de commande afférent,
5. les dates d'exécution et l'objet de la commande,
6. la nature de la commande,
7. le montant total H.T, celui de la T.V.A et son taux et le montant T.T.C de la commande,
8. Les factures sont accompagnées des justificatifs le cas échéant.

Les factures sont accompagnées des bons de livraison validés par les pharmaciens responsables des Etablissements Pharmaceutiques ayant admis les produits concernés.

En application du Code de la Commande Publique, la transmission des factures doit se faire sous format électronique via le portail "Chorus Pro" spécialement mis en œuvre à cet effet.

Les factures doivent être envoyées sur Chorus Pro à partir de l'adresse suivante : <http://chorus-pro.gouv.fr>

**N° chorus : 13002233800011**

**Santé publique France**

**Service des factures publiques**

### **10.4 Domiciliation des paiements**

Santé publique France se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du titulaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement ou de tout autre compte sur demande écrite du titulaire.

La modification des coordonnées bancaires du titulaire ne donne pas lieu à la passation d'un avenant.

### **10.5 Délai global de paiement**

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception certaine par le comptable assignataire des documents comptables justifiant de la mise en place et de la gestion du stock ou de la

Constitution et gestion d'un stock de produits mobilisables, acquisition et livraison de médicaments curares : atracurium et cisatracurium	Marché public n°2025-42 Version définitive approuvée le 21/10/2025	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 16 sur 25



livraison des produits au titre du marché. Le délai de 30 jours peut être suspendu par l'envoi d'un courrier postal ou d'un courriel indiquant les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au règlement.

A défaut de paiement dans le délai précisé ci-dessus, des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire sont dus au titulaire par Santé publique France conformément aux dispositions de l'article L.2192-13 du code de la commande publique.

En vertu de l'article R2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

L'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est de 40 €. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire sont payés dans un délai de 45 jours à compter de la mise en paiement du principal.

#### **10.6 Règlement au profit du ou des sous-traitants**

Lorsque le montant du marché de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Les règlements directs au profit d'éventuels sous-traitants s'effectuent sur la base de mémoires ou de factures établis par eux et acceptés par le titulaire, avant leur transmission à Santé publique France.

#### **10.7 Renseignements d'ordre comptable**

Les renseignements relatifs à l'imputation des dépenses, au nantissement, à la désignation de l'ordonnateur et du comptable assignataires, sont les suivants :

- Ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement : la Directrice générale de Santé publique France
- Comptable assignataire des paiements : l'Agent Comptable.

### **ARTICLE 11 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE**

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, il est attendu du titulaire de chaque lot le déploiement d'actions ayant pour objectifs de réduire son impact environnemental. Ainsi, tout au long de l'exécution du marché, le titulaire doit décliner les actions présentées dans son offre concernant :

- les mesures prises pour réduire ou optimiser l'impact environnemental de son activité, les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables ;
- le bilan carbone généré par rapport aux opérations de stockage et de distribution réalisées pour le compte de Santé publique France,
- les actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage ;
- les actions mises en œuvre afin de favoriser le recyclage des déchets de matières premières et des produits finis non commercialisés (non conformes).

Le titulaire doit également décliner les actions sociales présentées dans son offre concernant :

- les actions permettant l'accès ou le retour à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles. Les publics éligibles sont précisés à l'article 16.1.1 du CCAG-FCS.
- les mesures mises en œuvre pour lutter contre les discriminations et promouvoir l'égalité femmes-hommes (actions mises en œuvre envers l'ensemble des personnes affectées à l'exécution du

Constitution et gestion d'un stock de produits mobilisables, acquisition et livraison de médicaments curares : atracurium et cisatracurium	Marché public n°2025-42 Version définitive approuvée le 21/10/2025	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 17 sur 25

marché, en matière de prévention et de lutte contre les discriminations au travail et promotion de l'égalité femmes-hommes (formation, diagnostic, action de GRH, etc..).

- les mesures visant à améliorer la santé au travail telles que : règles de déconnexion, charte managériale, formations dédiées, enquête(s) de satisfaction et de qualité de vie au travail menées en interne, etc.)
- les labels et certifications obtenus ou en cours d'obtention par l'entreprise dans ce domaine (par exemple : Great place to work, Top employer, B-Corp, etc.).

Le titulaire fournit annuellement un bilan des mesures mises en œuvre et des objectifs atteints. Ces actions doivent permettre d'améliorer l'exécution environnementale et sociale du contrat. Santé publique France se réserve la possibilité d'effectuer un contrôle des mesures réellement mises en œuvre.

## ARTICLE 12 – NANTISSEMENT – CESSIION DE CREANCES

Le présent marché peut faire l'objet d'un nantissement ou d'une cession de créance de la part du titulaire ou des sous-traitants bénéficiaires du paiement direct, au titre de la loi du 2 janvier 1981 modifiée facilitant le crédit aux entreprises.

A cet effet, une copie de l'acte d'engagement certifiée conforme à l'original est remise au titulaire au moment de la notification du marché.

Cette copie porte la mention d'exemplaire unique pour être remise, au gré du titulaire, à l'établissement financier de son choix. La personne chargée de fournir les renseignements au titre de l'article R. 2191-60 du Code de la commande publique figure sur l'acte d'engagement.

## ARTICLE 13 – PERSONNEL DU TITULAIRE

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...).

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire pendant la durée du marché est entièrement pris en charge par le titulaire. En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant du marché.

Il est astreint aux mêmes règles de secret et de discrétion que les agents de Santé publique France.

### **Protection de la main d'œuvre**

Le titulaire s'engage à respecter les législations relatives au droit du travail et aux conditions de travail du pays où la main d'œuvre est employée. Il est tenu au respect des 8 conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

Le pouvoir adjudicateur peut demander à tout moment au titulaire, au cours de l'exécution du marché, de justifier du respect des obligations des 8 conventions de l'OIT et de lui fournir les attestations sur l'honneur correspondantes.

Le titulaire s'engage à fournir **tous les 6 mois** à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail :

- une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement (au regard des articles L 1221-10, L 3243-2 et R 3243-1 du Code du Travail) lorsque le cocontractant emploie des salariés ;
- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant datant de moins de 6 mois ;
- une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires ;
- ou en lieu et place des attestations mentionnées ci-dessus, une déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé ;
- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers.

Constitution et gestion d'un stock de produits mobilisables, acquisition et livraison de médicaments curares : atracurium et cisatracurium	Marché public n°2025-42 Version définitive approuvée le 21/10/2025	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 18 sur 25

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont adressées à Santé publique France à l'adresse suivante en rappelant les références du marché :

DAF - Unité Achats/marchés  
12 rue du Val d'Osne  
94415 Saint Maurice Cedex

A défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues dans le présent C.C.A.P. et du C.C.A.G.-F.C.S.

**Dispositif d'alerte (Article L.8222-6 du code du travail)**

Si en vertu de l'article L.8222-6 du code du travail le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5, Santé publique France peut, après mise en demeure du titulaire restée sans effet dans un délai d'un mois suivant sa réception en recommandé avec accusé réception, soit :

- appliquer une pénalité dont le montant s'élève à 500 euros par jour d'infraction. Les pénalités s'appliquent jusqu'à ce que la situation litigieuse cesse et pour une période maximale de 15 jours.

Cependant, le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 du code du travail et dans la limite de 10% du montant consommé sur le marché à la date d'expiration du délai laissé au titulaire pour faire cesser la situation litigieuse.

- résilier le marché sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

<b>ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE</b>
-------------------------------------

Le titulaire considère comme strictement confidentiels, et couverts par le secret professionnel, toute information, document ou donnée dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion du présent marché.

A ce titre, le titulaire s'interdit de divulguer tout élément et s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité de ces données.

Le titulaire s'engage également à ne prendre aucune copie (papier ou électronique) des documents qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution du présent marché, et à ne pas utiliser ces documents et informations à des fins autres que celles spécifiées au présent marché.

Pour l'application de la présente clause, le titulaire répond de ses salariés ou cotraitants français ou étrangers comme de lui-même.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut être engagée sur la base notamment de l'article 226-13 du code pénal.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que Santé publique France aurait rendus publics pendant l'exécution du marché ;

- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs à l'exécution du marché ;

- qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation. Toutefois dans un tel cas, le titulaire qui a pris connaissance d'informations du fait de ce tiers ne doit pas divulguer ces informations si elles lui sont également transmises par Santé publique France.

Constitution et gestion d'un stock de produits mobilisables, acquisition et livraison de médicaments curares : atracurium et cisatracurium	Marché public n°2025-42 Version définitive approuvée le 21/10/2025	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 19 sur 25

- les informations divulguées à un organisme gouvernemental (tel que et sans que cela ne soit limitatif : autorité de santé, autorité judiciaire sur le fondement de dispositions légales et/ou réglementaires). Dans cette hypothèse, le titulaire s'engage à :

(i) notifier Santé publique France de la divulgation et les circonstances dans lesquelles a eu lieu cette divulgation et si possible en amont de leur divulgation,

(ii) à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection de la confidentialité de l'information divulguée.

## **ARTICLE 15 – SECURITE ET PROTECTION DES DONNEES**

L'article 5.2 du C.C.A.G.-F.C.S. s'applique.

Le marché ne porte pas sur la réalisation d'un traitement de données à caractère personnel.

Les informations qui sont recueillies dans le cadre du présent marché font l'objet de traitements informatiques au sens de la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 et du Règlement Général sur la Protection des Données n°2016/679 du 27 avril 2016.

Ces informations peuvent contenir les données à caractère personnelles et notamment : les noms, prénoms, qualité ou fonction et coordonnées professionnelles des représentants du titulaire et de Santé publique France (adresse, numéro de téléphone, adresse de courrier électronique).

Ces données à caractère personnel sont collectées en vue de la bonne exécution du marché. Les destinataires des données à caractère personnel sont les personnes chargées de suivre l'exécution du marché. En aucun cas, ces données à caractère personnel ne seront transmises à des tiers.

Chaque partie est responsable des éventuels traitements de données à caractère personnel accessoires aux obligations contractuelles qu'il met en œuvre pour l'exécution du marché. Ce marché exclue toute relation de responsabilité conjointe au sens de l'article 26 du RGPD ou de sous-traitance au sens de l'article 28 du RGPD, entre les Parties.

A cet égard, et conformément à l'exigence essentielle de sécurité des données personnelles, le titulaire s'engage, dans le cadre de l'exécution de ses prestations et dans le cadre d'une obligation de résultat, à prendre toutes mesures techniques et organisationnelles utiles afin de préserver la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées, perdues, détournées, corrompues, divulguées, transmises ou communiquées à des personnes non autorisées, conformément aux exigences de la LIL et du RGPD.

Le titulaire doit notamment respecter les obligations suivantes et les faire respecter par son personnel :

ne prendre aucune copie des données qui lui sont confiées, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution des prestations, l'accord préalable de Santé publique France étant nécessaire ;

ne pas utiliser les données traitées à des fins autres que celles limitativement spécifiées par Santé publique France ;

ne pas divulguer ces données à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales quelles qu'elles soient ;

prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution des prestations ;

Constitution et gestion d'un stock de produits mobilisables, acquisition et livraison de médicaments curares : atracurium et cisatracurium	Marché public n°2025-42 Version définitive approuvée le 21/10/2025	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 20 sur 25

plus généralement, le titulaire devra impérativement traiter, stocker et transmettre les données personnelles susceptibles de figurer parmi les données de Santé publique France de manière parfaitement conforme à la législation relative à la protection des données personnelles.

Le titulaire est dûment informé et entend systématiquement appliquer les principes et exigences suivants conformément à la LIL et au RGPD :

ne traiter les données personnelles que par stricte application des finalités en lien avec l'objet du marché, telles qu'elles sont indiquées par Santé publique France selon ses instructions, notamment en cas de demande d'accès, de rectification, de suppression, de limitation ou de portabilité émanant d'une personne physique ;

ne conserver les données que pendant la durée qui sera indiquée par Santé publique France, sans possibilité de rétention des données quelle qu'elle soit, et sans conservation au-delà de la demande de restitution ou de destruction émanant de Santé publique France.

## **ARTICLE 16 – DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Les dispositions du C.C.A.G.-F.C.S. s'appliquent.

### **16.1 – Droits de la personne publique**

Santé publique France reconnaît que les éléments fournis par le titulaire peuvent être protégés au bénéfice de tiers par les dispositions du code de la propriété intellectuelle. Il s'engage à s'abstenir de tout acte susceptible de porter atteinte, directement ou indirectement, aux droits de ceux-ci.

Santé publique France peut librement utiliser les résultats, même partiels des prestations. Il peut publier les éléments fournis par le titulaire à condition que la source, le nom des auteurs, le titre des émissions, des articles, des documents, etc. restent mentionnés sur lesdits éléments.

### **16.2 – Droits du titulaire et garantie du droit de propriété**

Le titulaire garantit Santé publique France contre les revendications des tiers relatives à des droits de propriété intellectuelle portant sur l'exécution du présent marché.

En cas de revendication d'un tiers contre Santé publique France, le titulaire doit prendre toute mesure dépendant de lui pour faire cesser le trouble, notamment en communiquant les éléments de preuve ou les documents utiles qu'il peut détenir ou obtenir.

Le titulaire ne peut communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation de Santé publique France.

## **ARTICLE 17 – SOUS-TRAITANCE**

La sous-traitance ne peut être envisagée pour des prestations d'achat de fournitures.

Néanmoins, si le titulaire souhaite avoir recours à la sous-traitance pour les prestations relatives au conditionnement et/ou à la livraison, les sous-traitants devront être acceptés par Santé publique France conformément à la loi du 31 décembre 1975 selon les règles prévues aux articles L.2193-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Toutes les clauses substantielles du marché s'appliquent aux sous-traitants, et notamment celles qui concernent, les délais, les pénalités pour retard et les modalités de règlement.

Constitution et gestion d'un stock de produits mobilisables, acquisition et livraison de médicaments curares : atracurium et cisatracurium	Marché public n°2025-42 Version définitive approuvée le 21/10/2025	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 21 sur 25

Il est rappelé au titulaire que selon la loi relative à la sous-traitance, tout sous-traitant doit être préalablement accepté et ses conditions de paiement homologuées par Santé publique France avant tout début d'exécution des prestations sous-traitées.

De la même façon, il est rappelé que toute prestation sous-traitée et représentant une somme qui à ce jour est fixée à 600 € TTC peut faire l'objet d'un paiement direct selon la demande du sous-traitant. Toute demande de paiement direct faite par un sous-traitant doit être validée par le titulaire du présent marché.

#### **ARTICLE 18 - ASSURANCES**

Le titulaire déclare être assuré auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable pour toutes les conséquences dommageables des actes qu'il serait susceptible de causer de son fait ou du fait de tiers auxquels il ferait appel dans le cadre du présent marché.

La franchise imposée par la compagnie d'assurance est à la charge du titulaire. Le titulaire s'engage à régler toutes les primes pour que Santé publique France puisse faire valoir ses droits en qualité de bénéficiaire.

Le titulaire est entièrement responsable des dégâts et dommages de toute nature, causés par la conduite des prestations objet du présent marché ou les modalités de leur exécution. Il est notamment responsable des sinistres pouvant survenir lors du transport ou utilisation des fournitures ou matériel mis à disposition.

#### **ARTICLE 19 - CLAUSE DE REEXAMEN**

En application des articles L2194-1-1 et R2194-1 et suivants du code de la commande publique, le présent marché peut être modifié notamment dans les hypothèses suivantes :

- des fournitures ou services supplémentaires devenus nécessaires et ne figurant pas dans le marché initial ;
- un ajustement de la durée du marché ou des quantités maximums en raison de paramètres non prévisibles à la date de contractualisation ;
- en cas de modification/d'évolution de la réglementation susceptible de modifier en défaveur du titulaire, l'équilibre du marché au cours de son exécution, le titulaire peut demander à Santé publique France une modification des prix du marché. Dans ce cas, le titulaire transmet les justificatifs permettant d'apprécier le bien-fondé de sa demande. Santé publique France informe le titulaire, dans les meilleurs délais et par tout moyen, s'il accepte ou non la modification demandée. Si elle est acceptée par Santé publique France, la demande du titulaire donne lieu à la conclusion d'un avenant.
- en cas d'évolution de la qualité d produit, à condition que le prix du produit de substitution de qualité supérieure soit identique au produit proposé au stade du dépôt de l'offre ;
- en cas de cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire, à certaines conditions ;
- des modifications de faibles montant ;
- la prise en compte des modifications non substantielles, quels qu'en soit leur montant.

Les hypothèses visées ci-dessus donnent lieu, en cas d'accord des parties sur la ou les modification(s) à apporter au marché à la conclusion d'un avenant ou à l'élaboration d'une décision écrite de Santé publique France notifiée au titulaire selon l'objet de la modification. En toute hypothèse et conformément aux dispositions de l'article L.2194-1 du code de la commande publique, les modifications opérées en application de la présente clause ne peuvent avoir pour effet de changer la nature globale du marché.

Constitution et gestion d'un stock de produits mobilisables, acquisition et livraison de médicaments curares : atracurium et cisatracurium	Marché public n°2025-42 Version définitive approuvée le 21/10/2025	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 22 sur 25

Par ailleurs, conformément à l'article R.2194-6 1° du code de la commande publique, un avenant de transfert des droits et obligations issus du marché peut être conclu si le titulaire ne distribue plus tout ou partie des médicaments qui sont commercialisés, à titre exclusif, par un autre fournisseur.

## ARTICLE 20 – RESILIATION

Il est fait application des dispositions du chapitre 7 du C.C.A.G.-F.C.S. complétées des dispositions énoncées ci-après.

Sauf mention contraire dans la décision de résiliation du marché, sa notification n'emporte pas résiliation du ou des bons de commande en cours d'exécution. En revanche, il ne sera plus possible de passer d'autres commandes à compter de la date d'effet de la résiliation du marché.

### Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du C.C.A.G.-F.C.S., Santé publique France peut résilier le marché pour un motif d'intérêt général sans versement d'indemnité au titre des pertes subies ou du manque à gagner.

### Résiliation pour faute du titulaire

Santé publique France peut résilier tout ou partie du marché spécifique pour faute du titulaire.

Au préalable, une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été notifiée au titulaire et être restée infructueuse sauf si le motif de résiliation se fonde sur la perte du statut de laboratoire pharmaceutique ou des autorisations nécessaires à la vente des produits objets du marché. Dans le cadre de la mise en demeure, Santé publique France informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Sont notamment constitutifs d'une faute, les cas suivants :

le titulaire a refusé de répondre à une demande de passation d'un bon de commande ;

le titulaire a apporté sans approbation préalable de Santé publique France des modifications sur un élément substantiel des produits notamment en cas d'augmentation des prix sans avoir obtenu l'accord préalable de Santé publique France ;

le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations contractuelles dans le cadre de l'exécution du marché notamment dans le cadre de retards de livraison répétés ;

le titulaire n'informe pas Santé publique France avant la survenance d'une rupture d'approvisionnement ;

le titulaire a mené une action de communication relative au présent marché non validée par Santé publique France ;

la perte du statut de laboratoire pharmaceutique ou des autorisations nécessaires à la vente des produits objets du marché.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision notifiée par Santé publique France. Ces cas de résiliation n'ouvrent droit à aucune indemnité pour le titulaire.

Constitution et gestion d'un stock de produits mobilisables, acquisition et livraison de médicaments curares : atracurium et cisatracurium	Marché public n°2025-42 Version définitive approuvée le 21/10/2025	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 23 sur 25

Le titulaire est tenu d'exécuter les prestations en cours d'exécution jusqu'à la date effective de la résiliation et ce conformément aux modalités définies dans le marché.

En cas d'arrêt en cours d'exécution du marché, les sommes dues au titulaire seront calculées au prorata des produits livrés qui n'auraient pas encore fait l'objet d'une mise en paiement par Santé publique France.

La résiliation fait l'objet dans tous les cas d'un décompte de résiliation arrêté par Santé publique France et notifié au titulaire.

#### **ARTICLE 21 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et tous les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

#### **ARTICLE 22 - LITIGES ET ATTRIBUTION DE LA JURIDICTION**

Le droit applicable au présent marché est le droit français.

Il est fait application des dispositions du chapitre 8 du C.C.A.G.- F.C.S. De ce fait, un règlement à l'amiable est privilégié par Santé publique France et le titulaire dans l'hypothèse d'un différend éventuel relatif à l'interprétation du marché dans son ensemble.

En cas de litiges, il peut également être fait appel au comité consultatif de règlement amiable, conformément à l'article L.2197-6 du Code de la commande publique.

Les parties pourront également recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du code civil et dans le respect des dispositions de la Circulaire du 7 septembre 2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la commande publique (NOR ECEM0917498C). L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tout recours ultérieur pour le même objet.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable ou par la voie transactionnelle, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Melun sis 43 Rue du Général de Gaulle, Case postale n° 8630, 77000 Melun.

Constitution et gestion d'un stock de produits mobilisables, acquisition et livraison de médicaments curares : atracurium et cisatracurium	Marché public n°2025-42 Version définitive approuvée le 21/10/2025	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 24 sur 25



## ARTICLE 23 - DEROGATION

L'article 2 du présent C.C.A.P. déroge à l'article 4 du C.C.A.G.-F.C.S. s'agissant de la référence aux documents contractuels du marché.

L'article 6 du présent C.C.A.P. complète et/ou déroge en partie aux dispositions des articles du C.C.A.G.-F.C.S. s'agissant des opérations de vérification.

L'article 6.4 du présent C.C.A.P. déroge en partie aux dispositions de l'article 3.7.2 du C.C.A.G.-F.C.S. s'agissant du suivi du marché.

L'article 7 du présent C.C.A.P. déroge en partie aux dispositions de l'article 14 du C.C.A.G.-F.C.S. s'agissant des pénalités de retard.

Pour les dispositions auxquelles il n'est pas formellement dérogé dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, le titulaire est soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales.

Fait en un seul original

Signature du Pharmacien responsable de  
l'Etablissement pharmaceutique de Santé publique  
France

A.....  
Le.....

Signature du représentant du Pouvoir Adjudicateur

A .....  
Le .....

Signature du titulaire et du représentant  
pharmaceutique habilité

A .....  
Le .....

Constitution et gestion d'un stock de produits mobilisables, acquisition et livraison de médicaments curares : atracurium et cisatracurium	Marché public n°2025-42 Version définitive approuvée le 21/10/2025	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 25 sur 25